Texte de la conversation du 25 septembre 2026
lors de l'examen du rapport du Conseil général de l'ONU sur l'ESS

Note. Cette transcription a été réalisée à l'aide d'outils en ligne. Certains mots ne sont pas exacts ou manquent. Pour les discours qui n'étaient pas en anglais, la transcription est plus faible. Les versions en espagnol et en français sont également des traductions automatiques.
RIPESS - Novembre 2026



Mme Simel Esim (OIT/UNTFSSE) - Modératrice

Ministres, distingués délégués, collègues, bienvenue à cette discussion sur le deuxième rapport du Secrétaire général de l'ONU concernant la mise en œuvre de la résolution 75-213 de l'Assemblée générale adoptée en 2004 sur la promotion de l'économie sociale et solidaire pour le développement durable, ainsi que le dialogue ministériel du groupe d'amis sur l'économie sociale et solidaire. Nous diffusons en direct depuis l'auditorium de l'Instituto Cervantes à New York et, en plus de ceux qui sont présents aujourd'hui dans la salle avec nous, nous avons des personnes qui nous rejoignent en ligne. L'interprétation dans la salle est disponible en anglais, français, coréen et espagnol, et en ligne en anglais, français et espagnol.

Je m'appelle Simel Isim. Je suis chef de l'unité de l'économie sociale et solidaire coopérative à l'Organisation internationale du travail. Je préside également, au nom de l'OIT, le Groupe de travail des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire, qui sert de secrétariat au groupe d'amis sur l'ESS.

J'ai eu le privilège d'accompagner ce portefeuille depuis la première année internationale des coopératives en 2012 et, au cours de ces 15 années, j'ai constaté comment il a progressivement gagné en popularité dans le système des Nations Unies ainsi qu'au sein de l'OIT. Les étapes clés ont inclus la création du Groupe de travail interagences des Nations Unies, les progrès sur les statistiques internationales, les normes pour les coopératives et l'économie sociale et solidaire. La Conférence internationale du travail a adopté en 2022 une

résolution sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire, suivie par la suite de deux résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU adoptées en 2023 et 2024.

Je suis donc particulièrement heureux d'ouvrir la discussion d'aujourd'hui par quelques remarques, conclusions et recommandations tirées du rapport du Secrétaire général de l'ONU. Le rapport suit et couvre une période allant du 1er juillet au 30 juin 2026, donc les événements qui ont pu se produire en août ne figureront pas dans ce rapport, mais très probablement dans le prochain rapport. Quelles sont certaines des conclusions de ce rapport? Au niveau national, les cadres juridiques et institutionnels s'adressent de plus en plus à l'ESS dans son ensemble, en plus de ses formes organisationnelles particulières.

Ces cadres abordent la reconnaissance, l'enregistrement, la gouvernance, la supervision, la représentation et la participation et, plus important encore, la coordination entre les autorités publiques. Les mécanismes de reconnaissance se renforcent, reflétant les principes inscrits dans la définition internationale de l'ESS, notamment le contrôle démocratique, la participation des membres, les règles régissant la répartition et l'utilisation des surplus et des actifs. Les approches nationales abordent également la propriété et la rémunération, notamment des mesures pour faciliter la transition vers la propriété des travailleurs et limiter les disparités excessives entre les niveaux de rémunération les plus élevés et les plus bas.

Les gouvernements et les partenaires sociaux utilisent le dialogue social, y compris la négociation collective, pour aborder les conditions d'emploi au sein des entités ESS. Les services financiers et non financiers sont également en hausse et les gouvernements soutiennent la création et la croissance des entités ESS pour promouvoir l'investissement et l'emploi ainsi que pour élargir l'accès aux marchés et aux opportunités d'approvisionnement public. Dans plusieurs pays en fait, les marchés publics accordent aux entités qualifiées un accès préférentiel ou une part définie des achats publics.

Les arrangements de financement sont également adaptés à différentes formes organisationnelles telles que les sociétés mutuelles, les coopératives de travailleurs créées par des prises de contrôle par les travailleurs. Nous en savons encore beaucoup plus sur les mesures introduites et les ressources engagées que sur l'impact réel sur la responsabilité organisationnelle, les moyens de subsistance et les conditions de travail. C'est donc un domaine de développement.

Nous en savons encore beaucoup plus sur les mesures introduites. Je m'entends bien. Au-delà des cadres spécifiques à l'ESS, les États membres intègrent de plus en plus l'ESS et ses entités dans les politiques sectorielles nationales pertinentes telles que l'emploi, la protection sociale, les gardes, le développement productif, les PME, l'éducation, l'énergie, la culture et l'action climatique.

Les États membres accordent également une attention particulière à l'innovation sociale au sein et à travers l'ESS, avec des stratégies nationales et un soutien public rendant de plus en plus explicite ce lien. Les travaux statistiques s'élargissent aux niveaux national et international et, au niveau national, les pays développent des mesures pour l'emploi et la contribution économique. Les statistiques complètes couvrant l'ESS dans son ensemble sont encore peu courantes et les différences de définitions et de méthodes continuent de poser des défis en termes de comparaison.

À l'international, deux axes de travail interreliés sur les statistiques sont en cours. L'un mesure la contribution économique des coopératives et l'autre s'intéresse à la construction des frontières statistiques de l'économie sociale et solidaire au sens large. Les deux alimenteront la Conférence internationale des statisticiens du travail en 2028, où des lignes directrices seront mises en avant.

La coopération entre États membres est également devenue beaucoup plus structurée aux niveaux mondial et régional et des mécanismes spécialisés comme le Groupe d'amis, dont beaucoup d'entre vous ici sont en fait membres, ainsi que des réseaux régionaux et la coopération Sud-Sud et triangulaire. L'ESS est également de plus en plus intégrée dans les processus multilatéraux pertinents, notamment ceux sur le financement du développement, la Compromisa Sevilla, comme le développement social, Doha, ainsi que dans le travail tripartite sur les soins, la transition de l'économie informelle à l'économie formelle et un travail décent dans le recyclage. La deuxième année internationale des coopératives, 2025, l'an dernier, a généré de nombreux engagements qui devront être maintenus et poursuivis.

Les travaux progressent également dans l'Union africaine, le réseau ibéro-américain, l'Union européenne et l'OCDE. Dans le système de développement de l'ONU, l'intégration de l'ESS dans la planification et la programmation à un niveau supérieur reste modeste. D'autres formes de soutien sont plus courantes : politique, coopération technique, recherche, statistiques, développement des capacités, etc.

Durant la période couverte par le rapport, l'OIT a continué à jouer un rôle de premier plan dans l'intégration de l'ESS dans les cadres institutionnels, combinant fondements normatifs, politiques, statistiques, travail stratégique et programmatique aux niveaux mondial, régional et national. Le Groupe de travail interagences des Nations Unies sur l'ESS continue de servir de mécanisme clé pour ce type de coordination à l'échelle du système et nous avons de nombreux membres et observateurs présents dans la salle et en ligne avec nous aujourd'hui. Les institutions financières et les banques de développement collaborent également avec l'ESS.

Certaines opérations sont conçues spécifiquement pour l'ESS ; d'autres sont des programmes de développement plus larges qui intègrent l'ESS en tant que partenaires et bénéficiaires. Le financement augmente également via des institutions qui appartiennent et servent l'ESS, comme les banques coopératives, comme les coopératives d'épargne et de crédit. Et à leur tour, les institutions financières elles-mêmes intégrées à l'ESS contribuent à canaliser des financements internationaux et régionaux vers des entités locales.

Que recommande le rapport du Secrétaire général ? Ces recommandations concernent, bien sûr, les mêmes domaines de travail. Premièrement, au niveau national, les pays ont besoin de cadres institutionnels juridiques cohérents avec une participation significative des acteurs de l'ESS. Deuxièmement, les entités SSE ont besoin d'un soutien financier et d'un soutien renforcé, ainsi que d'un meilleur suivi de la portée de ce soutien et des résultats qu'il apporte.

Le rapport appelle également à une intégration plus systématique de l'ESS et de ses entités dans les stratégies, politiques et programmes nationaux et sectoriels, et souligne l'importance de soutenir l'innovation sociale dans et à travers l'ESS. Il souligne la nécessité de statistiques plus solides, y compris des comptes thématiques. Autrefois, ils étaient des comptes satellites, aujourd'hui appelés comptes thématiques, lorsque cela est approprié, ainsi que la poursuite des travaux sur les lignes directrices statistiques internationales.

Au niveau international, les recommandations encouragent une coopération plus forte et continue entre les États membres, y compris le Groupe des amis, les réseaux régionaux et la coopération triangulaire Sud-Sud. Elles appellent également à ce que l'ESS soit prise en compte dans les processus multilatéraux pertinents et mieux intégrée dans la planification et la programmation de l'ONU, y compris les cadres de coopération au développement, en accord avec les priorités nationales. Les recommandations soutiennent également la poursuite de la coopération via le groupe de travail de l'ONU et reconnaissent le rôle de longue date de l'OIT et de ses parties tripartites, y compris les actions liées aux normes.

Enfin, ils appellent à un financement abordable et inclusif, adapté aux caractéristiques spécifiques et aux différents stades de développement des entités SSE. Dans les années restantes, jusqu'en 2030, la priorité immédiate est d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de renforcer la contribution de l'ESS à cet effort. Et au-delà de 2030, le rapport appelle à une considération appropriée de l'ESS en préparation de l'Agenda de développement post-2030. Ce sont en fait les deux horizons horizontaux de notre discussion aujourd'hui, accélérant la mise en œuvre dès maintenant tout en contribuant à façonner l'Agenda de développement qui suivra. Je m'arrête ici. Merci de m'avoir écouté.

Deux représentants des organisations SSE

Et j'inviterai deux représentants des organisations ESS à partager leurs réflexions sur ce rapport. D'abord, j'invite Michael Peck, de One Worker, One Vote, et Arizmendi Areta, Social Economy, Think Tank, Asset. Michael, tu as la parole.

Deux minutes. Merci beaucoup, Simel. Je voudrais remercier Jaime Iglesias, Commissaire spécial à l'économie sociale d'Espagne, le Ministère du Travail et de l'Économie sociale, et, bien sûr, Simel Esim pour le privilège de m'exprimer aujourd'hui.

Michael Peck, dans One Worker, One Vote

Ce dont je vais vous parler, c'est de quelque chose de différent que vous entendez dans les médias, c'est ce que nous faisons actuellement ici aux États-Unis dans l'économie de solidarité sociale, qui est bien plus que ce que la presse a reçu, et c'est encourageant. Pour paraphraser le Premier ministre Carney, la liberté dans la vie, tout comme la liberté dans la vie, doit être méritée chaque jour. Je suis le représentant américain et canadien pour ASSET, le «think tank» Arizmendi Areta, économie sociale, inspiré par Mondragon.

J'ai été délégué international pour les États-Unis et le Canada pendant 19 ans à Mondragon, et j'aimerais simplement partager ce que nous faisons et vous donner l'espoir que nous sommes là avec vous. En mai dernier, ASSET, l'équipe d'ASSET, a orchestré un roadshow interactif en temps réel sur l'économie sociale dans trois villes de la côte Est des États-Unis, Boston, New York, Manchester, New Hampshire, et une seule ville en quatre jours. Nous étions complets dans chaque salle où nous sommes allés.

Nous avons eu la participation de plus de 450 coopératives ouvrières et leaders syndicaux, professeurs, entrepreneurs, étudiants, universitaires, et nous avons fait un roadshow entièrement interactif. Il n'y a donc pas eu de discours, tout le monde a fait des allers-retours, et cela a eu un impact énorme car les gens nous ont dit, et nous avons maintenant une vidéo à ce sujet, qu'ils avaient l'impression que cela les avait permis de sortir des silos et des grottes où ils se cachaient et de commencer à exprimer leur voix et à recréer les liens entre eux qui avaient été perdus à notre époque. Cela a clairement montré que le modèle d'économie sociale aux États-Unis est au centre de notre dialogue transatlantique sur un développement économique inclusif, résilient et durable, et aussi comme un modèle démocratique compétitif centré sur la communauté pour une prospérité durable.

Aujourd'hui, alors que nous nous réunissons à New York, à Boston, la Fédération américaine des coopératives de travailleurs organise sa conférence biennale sur l'économie solidaire sociale. Il y a deux ans, ils réunissaient 600 personnes venant de 37 États, de D.C., de Porto Rico, d'Europe et d'Asie. Cette année, ils attendent beaucoup, beaucoup plus.

Nous avons donc environ 800 à 900 personnes qui se réunissent actuellement à Boston, et l'objectif de la conférence est de nous encourager à penser de manière innovante pour construire une économie où les travailleurs et les communautés prospèrent. Il y a une forte

présence des United Steelworkers qui, bien sûr, avec Wundergan, ont créé ce qu'on appelle le Modèle de Coopérative Syndicale, qui est également bien représenté lors de cette conférence. Hier, le Réseau Économique Intercontinental et Américain de Solidarité se sont réunis à la School of Labour and Urban Studies de la CUNY à Manhattan pour organiser la Lutte de New York pour l'Économie de Solidarité Sociale.

Mercredi dernier, l'UNRISD, l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le développement social, a rencontré la faculté de droit de la CUNY, en particulier la Community Economic Development Clinic, dirigée par la professeure et fondatrice Carmen Huertas-Noble, pour explorer des domaines communs de solidarité sociale en matière de recherche et développement. Presque terminé. Une semaine après nos prochaines élections de mi-mandat équitables et libres aux États-Unis, nous espérons qu'ASSET tiendra son Forum sur l'économie solidaire sociale n° 2 à Saint-Sébastien, et qu'il réunira des autorités publiques mondiales, des entreprises, des organisations d'économie sociale, des institutions internationales, des universités et des leaders communautaires, et l'idée est de passer de la connaissance théorique à des projets pratiques et des coalitions multi-niveaux. Un point sur la note conceptuelle, que j'ai trouvé très bien fait, c'est que nous avons besoin de métriques qui ne greenwashent pas pour renforcer la contribution de l'ESS à la justice sociale, au travail décent et à la résilience démocratique dans les ODD. C'est une citation.

L'UNRISD a lancé les Indicateurs de Performance au Développement Durable avec le parrainage d'ASSET afin de contribuer au rôle de l'ESS dans l'agenda 2030 en rendant ses références en durabilité mesurables. Contrairement aux ESG, qui évaluent les risques externes sur la valeur d'entreprise, les SDPI mesurent l'impact d'une organisation sur la société et l'environnement selon les normes de durabilité, telles que le ratio salaire PDG/employé ne dépassant pas 30 pour 1, et aucun écart salarial décent suivi sur cinq ans. Il y a désormais plus de 1 300 utilisateurs, y compris des entreprises à but lucratif et à but non lucratif, comme Mondragon et Cabot Creamery ici aux États-Unis.

ASSET et UNRISD ont dévoilé les Indicateurs de Performance au Développement Durable à Doha, et en mars 2026, la Bourse de Vienne, Vienne, en Autriche, a décidé d'être la première bourse municipale au monde à intégrer officiellement les indicateurs SDPI dans ses widgets de durabilité pour les entreprises cotées, démontrant la performance durable de leur marché principal. Nous pensons que c'est extrêmement important, et si cela peut se traduire dans d'autres bolsas municipales à travers le monde, nous pourrons vraiment avoir une mesure authentique de la durabilité pour la première fois. Je vais donc conclure en citant le père de Mondragon, José María Arrizmendieta, qui a déclaré que les coopératives ne doivent pas être des mondes fermés, mais plutôt des centres de rayonnement social.

Nous ne vivons pas dans un monde que nous avons conquis, mais sur un champ de bataille pour la justice sociale et pour un ordre plus humain et équitable. Merci. Merci pour ces mots inspirants et pour nous rappeler le modèle inspirant de Mondragon et les liens avec les syndicats de coopératives ouvrières.

Simel Esim - Modératrice

J'aimerais maintenant demander à Sandra Moreno, secrétaire exécutive de RIPES, de partager ses deux points.

Sandra Moreno, secrétaire exécutive de RIPESS

Merci beaucoup, Simel. Merci, cher président, à vous et au Gouvernement espagnol, ainsi qu'à l'ensemble du Groupe de travail interagences de l'ONU sur l'économie sociale et

solidaire, et bien sûr, au Groupe d'amis, en particulier, pour avoir convoqué ce dialogue opportun.

Merci, Monsieur le Président, et merci au gouvernement espagnol, à l'UNTFSSE et au Groupe d'Amis pour avoir organisé ce dialogue opportun.

Le RIPESS salue le rapport du Secrétaire général 2026. Nous sommes heureux d'avoir contribué à ces avancées. L'économie sociale et solidaire est de plus en plus reconnue dans les cadres juridiques, politiques et institutionnels comme une voie vers un développement durable, un travail décent et la justice sociale.

Le rapport précise également que la reconnaissance avance plus vite que la mise en œuvre. La question qui se pose à nous n'est donc pas seulement de savoir si le ESSF (ESS Finances) est visible dans les politiques. Il s'agit de savoir si la reconnaissance politique modifie les conditions de vie, de travail et de pouvoir collectif des communautés qui construisent et bénéficient au SSEF chaque jour.

Le RIPESS a directement soutenu et aidé à la mise en œuvre de la résolution 79/213 à travers le processus de financement pour le développement et le résultat de l'engagement de Séville, qui reconnaissait explicitement l'ESS, les coopératives et la nécessité d'un soutien financier et non financier adapté. Cela nous donne, pour la première fois, une base normative mondiale pour construire des fenêtres de financement dédiées à l'ESS, des garanties, des stratégies de banques publiques de développement et des mécanismes de financement solidaires. Le RIPESS appelle les États membres et institutions financières à transformer cette reconnaissance en outils opérationnels et en financements atteignant les territoires organisés, les femmes, la jeunesse, les travailleurs informels, les petits producteurs et les communautés marginalisées

Nous sommes également ici à New York pour placer l'ESS au centre de la justice climatique dans différents événements. Le Green Climate Fund a ouvert la voie en proposant un cadre de financement spécifique et adapté dans le cadre de sa fenêtre d'action climatique dirigée localement. Nous devons appliquer ensemble, reproduire ce modèle dans d'autres thèmes de l'ONU ! C'est ainsi que nous prouverions notre capacité à réaliser les ODD, les agendas Climat et Financement du développement. Parce que nous devons placer SSEF au centre de la mise en œuvre climatique.

C'est aussi un programme des droits humains. La mise en œuvre doit renforcer le travail décent, la souveraineté alimentaire, les soins, le logement, les droits à la terre et à l'eau, l'égalité, la participation démocratique, les droits des paysans et les droits des peuples autochtones. Elle doit protéger l'espace civique et l'autonomie des mouvements, en particulier en période d'autoritarisme, de conflits et d'inégalités croissantes.

Nous avons besoin et nous voulons travailler avec chacun des gouvernements nationaux ici représentés. Il est temps pour nous d'unir forces, moyens, stratégies, et plus loin, plus vite et plus fort que durant la dernière décennie. Le moment est venu.

« Ensemble nous tenons debout, divisés nous tombons » (Pink Floyd)

Modérateur : Merci beaucoup, Sandra. Nous passons maintenant au segment de dialogue ministériel de notre événement. Ce dialogue ministériel se déroulerait en deux panels.

Ils seront tous deux modérés par **Björk Sanyar, Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques à l'UNDESA**. J'invite le Secrétaire général adjoint à monter sur scène. Le premier panel de ce dialogue portera sur la transition de la reconnaissance à la

mise en œuvre et sur la manière dont nous pouvons transformer les recommandations du rapport du Secrétaire général de l'ONU en actions concrètes.

Le second panel se concentrera sur la construction de la justice sociale à travers l'ESS et le coopératisme dans un monde fragmenté. Pour notre premier panel, j'aimerais maintenant inviter nos éminents panélistes à se joindre à nous. Son Excellence Nataliya Efremova, ministre du Travail et de la Politique sociale de Bulgarie, si vous voulez bien monter sur scène.

Son Excellence Adélisia Almeida, ministre de l'Inclusion familiale, du Développement social et du Travail du Cap-Vert. Ministre, merci. Son Excellence Ines Berti Nefer Wumpa Yalo, ministre de la Promotion des femmes, de l'intégration des femmes au développement, du pacte social et de l'économie informelle de la République du Congo. Elle est en retard, elle va bientôt rejoindre. D'accord, merci. Son Excellence Yesenia Suad de Brito, ministre des Femmes et de la Solidarité sociale de Guinée-Bissau.

Merci et bienvenue. Honorable Susan Auma Mang'eni, Secrétaire principale pour le développement des micro, petites et moyennes entreprises du Kenya. Bienvenue.

Et à la fin de ce premier panel, nous entendrons également un message vidéo de Son Excellence Enas Attari, ministre du Travail de l'État de Palestine. Sur ce, je suis très heureux de passer la parole à l'Assistant Secrétaire général. Merci beaucoup et bon après-midi, Excellences, Ministres, distingués délégués, collègues et amis de l'économie sociale et solidaire.

Björk Sanyar, Secrétaire général adjoint à la coordination des politiques à l'UNDESA

C'est un plaisir d'être ici avec vous cet après-midi pour vous souhaiter la bienvenue à New York et à cette réunion de haut niveau sur la promotion de l'économie sociale et solidaire. Permettez-moi donc de commencer par remercier l'Instituto Cervantes à New York de nous avoir accueillis aujourd'hui et d'avoir accueilli cette discussion importante, car nous nous réunissons à un moment particulièrement important, tant pour l'économie sociale et solidaire que pour le système international dans son ensemble. Comme je suis sûr que tout le monde dans cette salle le sait très bien, des discussions importantes ont actuellement lieu sur l'avenir du multilatéralisme et, plus largement, sur la structure de la gouvernance mondiale.

Ainsi, à un moment où cette architecture est discutée et remodelée, il est essentiel que nous définissions également la place que l'économie sociale et solidaire doit occuper en son sein. C'est pourquoi avoir une représentation politique aussi forte ici aujourd'hui est particulièrement important pour définir un agenda politique pour l'économie sociale et solidaire dans les années à venir. Au début, les conclusions et recommandations du rapport du Secrétaire général ont déjà été présentées.

Je tiens à saluer les partenariats avec l'OIT et d'autres personnes ayant contribué à la production de ce rapport ainsi que les collègues présents qui ont travaillé dur pour le rédiger et le rendre accessible. Et j'encourage également ceux qui ne l'ont pas encore lu à y jeter un œil. C'est un rapport très intéressant, comme nous l'avons également entendu au pupitre.

Mais comme nous avons le rapport comme point de départ en ce sens, notre discussion aujourd'hui devrait vraiment porter sur ce qui vient ensuite. Comment traduire la reconnaissance politique croissante de l'économie sociale et solidaire en actions concrètes? Comment le gouvernement peut-il renforcer les environnements favorables et la coopération? Et quelles priorités devrions-nous collectivement adopter? Et j'espère que cette discussion pourra également nous permettre de réfléchir au rôle que le groupe d'amis de l'économie sociale et solidaire peut jouer pour donner une plus grande visibilité politique à cet agenda et

renforcer la coopération intergouvernementale. Avant de commencer, je voudrais également souligner ici particulièrement le leadership que plusieurs pays représentés aujourd'hui ont fourni pour faire avancer l'économie sociale et solidaire à l'international.

Cela inclut l'Espagne, le Brésil et le Sénégal, ainsi que de nombreux autres pays qui ont activement soutenu cet agenda. Donc, encore une fois, notre objectif aujourd'hui est très concret : identifier des priorités, renforcer notre engagement politique à regarder vers l'avenir. Une note pratique avant de commencer, étant donné le nombre d'intervenants distingués avec nous aujourd'hui, et dans le temps dont nous disposons, nous aurons deux panels.

Et j'aimerais demander à tous les intervenants de garder vos réponses à quelques minutes. Je vais vous chronométrer, donc si vous me voyez faire signe, cela signifie que vous approchez de la fin des deux minutes. Et si nous faisons cela, cela signifie que tous les intervenants pourront revenir plusieurs fois.

Je pense que nous pouvons avoir un bon dialogue interactif et un échange pour nous aider à faire avancer l'ordre du jour. Maintenant, le panel distingué ici au pupitre avec moi a déjà été présenté, donc j'aimerais passer directement au sujet du panel, qui est de la reconnaissance à la mise en œuvre, transformant les recommandations du rapport en actions. Nous allons le faire à travers quelques questions, et j'aimerais commencer.

Je pense commencer par la fin, et je vous demanderai de descendre vers moi, juste brièvement, sur le premier sujet ou question, qui est : - **Quelles sont les actions les plus urgentes nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations du rapport du Secrétaire général ?** Allez-y.

Représentante du Kenya , l'honorable Susan Auma Mang'eni

Merci. Tout d'abord, permettez-moi de profiter de cette occasion pour remercier les organisateurs de cet événement et aussi pour avoir invité la République d'Espagne, ainsi que pour l'invitation à la République du Kenya. Je suis ici pour représenter mon ministre, l'honorable Wyclef Ambecho Paraná, qui aurait souhaité être ici, et je pense que vous avez déjà interagi avec lui.

Maintenant, que faut-il pour la mettre en œuvre ? De notre point de vue, le Kenya est connu pour son mouvement coopératif très fort. Je pense que dans le monde, si l'on regarde de nombreux pays qui ont bien réussi, le Kenya se trouve parmi les cinq premiers, si je puis me permettre. Mais pour répondre à votre question, ce qu'il faut pour mettre en œuvre, avant tout, c'est amener les gens à un certain niveau de compréhension, amener la population, avancer avec elle. Connaissent-ils ces politiques que nous élaborons? Avons-nous suffisamment sensibilisé? Parce que le gouvernement seul ne peut pas atteindre la bonne volonté du peuple. Pour moi, c'est la chose la plus centrale que nous devons accomplir, avancer avec la population afin qu'elle puisse comprendre la valeur.

Deuxièmement, il ne faut pas seulement parler de politiques ou de stratégies de mise en œuvre, mais aussi d'engager des budgets en conséquence. Notre budget national reflète-t-il cet engagement ? L'engagement commence avec le Kenya. Nous avons un budget d'environ 30 milliards de dollars américains. Vous voulez donc regarder cela et vous demander : quel segment de ce budget nous aidera à atteindre la mise en œuvre de cet engagement ?

Enfin, parce que vous avez dit que nous le gardons brièvement, comment intégrons-nous cet engagement dans notre autre cadre d'intégration régionale? Nous avons actuellement, si vous venez au Kenya, par exemple, divers efforts d'intégration régionale à partir de l'Afrique de l'Est, FCFTA, car même en regardant l'accès au marché, nous, au Kenya pouvons être

redevables à ce que propose le Secrétaire général. Mais la question est : qu'en est-il des pays voisins avec lesquels vous commercez? Lisent-ils le même scénario? Nous devons donc intégrer cette recommandation dans notre cadre de coopération régionale afin d'avancer ensemble en tant que continent et en tant que monde. Merci.

Modérateur : Formidable. Merci. Trois points concrets là-dessus. Alors passons à l'écoute du prochain panéliste. Veuillez avoir la parole.

Représentant du Cap-Vert-Adélisia Almeida

Merci beaucoup. Madame la Vice-Présidente de la République d'Espagne, Madame et Messieurs les Ministres, Excellences, Madame et Monsieur les Ambassadeurs, je remercie le Gouvernement espagnol et le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies pour cette réunion et je félicite le Brésil et le Sénégal pour leur leadership du groupe d'amis dont font partie le Cap-Vert et Henri.

Sur cette question, quelles actions sont nécessaires ? Il est très urgent de mettre en œuvre les recommandations du Secrétaire général. Le rapport du Secrétaire général sur le développement du Cap-Vert et le fait qu'il contribue présente une observation que nous partageons. La reconnaissance politique, car des progrès ont déjà été réalisés sur la reconnaissance politique de l'économie sociale et solidaire, mais la mise en œuvre reste incomplète.

Sur la base des recommandations du rapport, je voudrais mettre en avant trois actions que nous considérons comme les plus urgentes. La première est la mesure. Sans données, l'économie sociale et solidaire reste invisible dans les budgets, les comptes nationaux et les décisions politiques. C'est pourquoi, au Cap-Vert, nous mettons à jour la cartographie des organisations afin de commencer, sous la direction technique de l'Institut national de statistique, la construction des premiers comptes satellites pour l'économie sociale et solidaire. Mais dans de nombreux pays, en particulier les petits États et les pays africains, ils ont besoin d'un soutien technique pour franchir cette étape.

La deuxième étape est la financière. Les coopératives, mutuelles, associations, ont besoin d'un instrument adapté à leur nature. Crédit, garanties, fonds renouvelables, accès aux marchés publics, soutien à la formation et à l'incubation. L'incubation est très importante pour l'économie sociale et solidaire. On estime que les institutions financières internationales et les banques de développement ont ici un rôle qu'elles n'ont pas encore pleinement assumé. Le troisième est de l'intégrer. Les organisations d'économie sociale et solidaire ne peuvent pas continuer à opérer dans un seul secteur.

Ils doivent être présents dans les politiques des employés, dans les protections sociales, dans la santé, dans la sécurité alimentaire et dans le développement local. Dans ce but, le rôle des coopératives et des associations est inscrit dans les feuilles de route nationales pour des accélérateurs mondiaux des travailleurs et une protection sociale universelle. Tout cela nécessite un cadre juridique cohérent, des institutions solides et une participation authentique de ces structures.

Dans ce but, nous avons bâti cette base sur trois piliers essentiels : une loi-cadre, une unité dédiée au sein du ministère, et un conseil national pour l'économie sociale et solidaire. C'est au sein de ces organisations que l'État et les organisations de l'économie solidaire dialoguent. Dans ce but, nous avons bâti cette base sur trois piliers essentiels : une loi-cadre, une unité dédiée au sein du ministère, et un conseil national pour l'économie sociale et solidaire. Le grand défi est que tout ce que nous avons fait dans le domaine juridique, nous pouvons

traduire le droit en résultats concrets dans la vie de cette personne. Merci. Merci d'avoir partagé cette expérience.

Modérateur : Nous souhaitons la benvenu au ministre de la République du Congo et je pense que nous allons continuer le panel puis je reviendrai à vous, après les autres intervenants, avec la même question sur la traduction des recommandations dans le rapport du Secrétaire général en politique pratique. Mais j'aimerais passer à la Bulgarie et vous voici deux minutes. Que devons-nous faire ? Merci, Madame la Présidente.

Représentante de la Bulgarie - Nataliya Efremova

Je voudrais tout d'abord, bien sûr, exprimer ma gratitude pour l'invitation à participer à cet événement de haut niveau au ministre espagnol et au vice-Premier ministre espagnol ainsi qu'aux co-organisateurs, ainsi que l'Instituto de Cervantes, pour avoir participé à cet événement très important, comme je l'ai dit, je serai très bref, en faisant trois ou quatre suggestions, quelle est l'action la plus urgente à prendre après ce rapport du Secrétaire général. Peut-être que la première chose à considérer est la législation que nous avons tous dans nos pays, car construire une législation flexible et inclusive signifie que nous impliquons non seulement les gouvernements, mais aussi les ONG, les entrepreneurs sociaux, lors de la mise en œuvre et de l'introduction de nouvelles législations, et c'est exactement ce que nous avons fait en Bulgarie, établissant notre cadre réglementaire en matière de solidarité et d'économie sociale, et c'est important car nous avons de très bonnes recommandations même de l'OCDE, en particulier des États membres de l'UE, des documents stratégiques européens, et c'est le premier niveau. Nous mettons l'accent sur une législation bonne et inclusive.

Ensuite, la deuxième chose que je considère très cruciale et qui a été mentionnée, c'est que les incitations financières ciblées sont très importantes, mais pas seulement les incitations financières, pas seulement les flux budgétaires, mais il est important, bien sûr, d'avoir un soutien non financier à l'économie solidaire et sociale, et c'est pourquoi, par exemple, j'ai placé très haut dans l'agenda politique bulgare l'économie sociale en l'intégrant à notre programme gouvernemental. Nous sommes un nouveau gouvernement qui a commencé à travailler il y a quelques mois et l'économie sociale fait partie de notre programme gouvernemental, ce qui m'apporte et me procure non seulement satisfaction, mais je suis sûr qu'elle sera très importante dans l'agenda politique en Bulgarie.

Ensuite, bien sûr, nous envisageons de développer l'économie sociale, non seulement en ayant un réseau d'entreprises, mais aussi en la faisant évoluer avec des innovations sociales. C'est pourquoi nous utilisons beaucoup le financement de l'UE en Bulgarie et nous établissons un centre national spécifique de compétences pour l'innovation, qui est le niveau supérieur de l'économie sociale. Merci beaucoup.

Modérateur : Merci. Merci de partager cela. Et enfin, mais certainement pas des moindres, j'aimerais inviter notre représentant de Guinée-Bissau à prendre la parole.

Représentant de Guinée-Bissau - Yesenia Suad de Brito

Bonjour. Je vais faire mon intervention en espagnol. Merci pour l'invitation du vice-président du gouvernement espagnol à participer la Guinée-Bissau à cet événement. Pour répondre à la question, l'expérience nous montre qu'aucune politique publique et isolée ne fonctionne à elle seule. Il est donc nécessaire de se concentrer sur l'intégration et la combinaison de la légalisation, du financement, de la formation, de l'accès au marché, de la protection sociale et de la participation. Eh bien, pour la Guinée-Bissau, c'est une question très importante, en particulier parce qu'une grande partie de la population évolue dans l'économie informelle et que toutes leurs activités se déroulent dans la même économie informelle.

Il est donc nécessaire d'un accès adéquat aux mécanismes de protection sociale. Pour mon ministère, compte tenu des considérations prises par le Secrétaire général, nous avons mis en place un cabinet de mutualité sociale. Pour nous, cette initiative représente une étape très importante dans la construction de la politique socio-économique de la Guinée-Bissau, qui permettra le développement de mécanismes de solidarité, d'entraide et de participation sociale dans les prochaines réalités de notre communauté, en particulier celles travaillant dans l'économie informelle. C'est aussi très important car la plupart de ces mécanismes sont développés par des femmes qui travaillent dans le commerce, l'agriculture, la transformation des produits, la pêche, et ce sont elles qui rendent compte du bien-être de leurs familles. Nous mettons également en œuvre l'ouverture de l'Institut National de la Providence Sociale pour Tous. Ce sont les processus que nous avons menés jusqu'à présent.

Représentante de la République du Congo - Ines Berti Nefer Wumpa Yalo

Merci. Merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Madame la Vice-Première ministre d'Espagne, mesdames et messieurs, distingués représentants d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique, salutations de la République du Congo. Concernant cette question, les mesures les plus urgentes à notre avis sont de mettre en œuvre les recommandations du rapport, c'est-à-dire de faire considérer à l'économie sociale et solidaire de la République du Congo qu'il est désormais nécessaire d'accélérer l'adoption des engagements en matière d'actions concrètes, en tenant compte bien sûr des réalités et priorités de chaque pays. Pour notre pays, par exemple, plusieurs mesures semblent être prioritaires. Nous pouvons parler de la stratégie nationale d'économie sociale et solidaire qui est actuellement en cours de finalisation.

Cette stratégie doit permettre de mieux structurer et intégrer l'économie sociale et solidaire dans les politiques nationales de développement, en particulier en matière d'emploi, de protection sociale, de développement territorial et de transformation de l'économie informelle. Il convient de noter que l'économie sociale et solidaire est devenue le modèle le plus efficace d'inclusion sociale. Il est également nécessaire de faciliter l'accès au financement.

L'accès au financement reste l'un des principaux défis pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire, en particulier pour les femmes, qui pratiquent de petites activités génératrices de revenus. Nous pouvons aujourd'hui réaliser, permettez-moi d'expliquer un peu ou de vous rappeler un peu, la période COVID. Pendant la période COVID, beaucoup de commerces ont été fermés à cause du COVID.

Mais en Afrique en particulier, beaucoup ont survécu grâce aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, qui ont occupé la rue, qui ont pris les marchés comme cibles pour pouvoir vendre, même si c'était un peu informel, mais c'est grâce à eux que les gens ont acheté. Il est donc temps aujourd'hui de tendre la main et de prendre, de prendre des mesures incitantes qui leur permettront de mieux se développer, de contribuer au développement de leur pays, et en même temps de pouvoir se réunir, c'est-à-dire lutter contre la pauvreté. Dans cette perspective, par exemple, nous avons en République du Congo un fonds dédié aux activités génératrices de revenus pour les femmes, appelé fonds ELICA, ce qui signifie fonds d'espoir.

Dans les études de faisabilité, le fonds est principalement destiné aux femmes. Il s'agit d'un fonds spécialement destiné aux femmes qui exercent leurs activités sur les marchés omanais, avant d'être progressivement élargies dans d'autres secteurs de l'économie informelle avec des hommes. Il nous appartient de proposer des mécanismes de financement les mieux adaptés aux réalités des acteurs sur le terrain. Ensuite, nous avons l'accélération de la transformation et de la formalisation de l'économie informelle. Quoi de plus nécessaire que de passer par l'économie sociale et solidaire ? Ainsi, aujourd'hui, nous sommes tous devenus

les leviers pour l'accélération de ce programme social. Cela signifie que cette approche fait partie de notre stratégie nationale pour la migration de l'économie informelle vers l'économie formelle.

La République du Congo s'est déjà engagée à passer à l'économie sociale et solidaire car, après les instructions de Dakar, nous avons fait une déclaration au Conseil des ministres et nous avons expliqué cette approche. Pour revenir un peu à notre question, il est important, bien sûr, de passer de l'économie informelle à l'économie sociale et solidaire avant d'être complètement formalisé en économie formelle. Ministre, merci.

Résumé de la première manche des présentations

Merci d'avoir partagé ces points de la République du Congo. C'est formidable de voir les progrès réalisés et merci à tous les intervenants du panel après ce premier tour. Je pense que ce que nous entendons, c'est que la mise en œuvre nécessite des actions sur plusieurs fronts. Nous avons entendu parler de cadres juridiques et politiques efficaces, de capacité institutionnelle, d'accès au financement et aux budgets, de coordination entre gouvernements au sein et régionalement, ainsi que de la capacité à traduire les politiques en un soutien concret aux organisations de l'économie sociale et solidaire et aux personnes qu'elles servent. Je regarde le moment, donc nous avons le temps pour un dernier cycle de réponses. J'aimerais juste vous lancer très brièvement, si je peux vous mettre au défi, de réfléchir à un engagement concret.

Deuxième phase de discussion sur le rapport du Conseil général de l'ONU : Engagement des pays envers l'ESS

Beaucoup d'entre vous ont parlé de ce que vous faites et je pense que ce sont de belles expériences. Mais avez-vous un engagement concret que votre gouvernement prendra au cours de l'année à venir, donc à très court terme, pour aider à mettre en œuvre et à apporter des changements dans ce domaine ? Je voudrais également vous inviter à commenter très brièvement comment vous voyez que le groupe d'amis peut renforcer le leadership politique sur l'économie sociale et solidaire et renforcer la coopération intergouvernementale. Compte tenu du temps, je vais devoir vous demander d'être encore plus bref la première fois. Je ferai signe quand le temps sera écoulé et je pense que cette fois, nous devrions commencer par ce côté et descendre. J'aimerais donc inviter le ministre de Guinée-Bissau à commencer à nous lancer. Vous avez la parole.

Le ministre de Guinée-Bissau - Yesenia Suad de Brito

Merci. La Guinée-Bissau considère le groupe d'amis comme une plateforme particulièrement importante pour faire de l'économie sociale et solidaire une priorité effective de l'agenda international. Le groupe peut prendre diverses mesures. Premièrement, faciliter un dialogue politique de haut niveau, permettant aux gouvernements de partager expériences, difficultés et solutions. Deuxièmement, promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire, en mettant en lumière les expériences qui peuvent être adaptées à la réalité de chaque pays en développement. Troisièmement, donner une plus grande visibilité aux besoins spécifiques des pays les plus vulnérables, en soulignant que les politiques internationales sur l'économie de sécurité sociale ne peuvent être réalisées que par l'expérience des pays disposant de plus grandes possibilités institutionnelles et financières. Quatrièmement, soutenir la mobilisation des ressources et des systèmes techniques afin que les engagements internationaux puissent contribuer à la politique nationale. Merci beaucoup. Merci beaucoup. Merci beaucoup. Merci beaucoup pour vos réflexions. Je pense que, sans plus attendre, nous poursuivons le panel. Bulgarie, vous avez la parole. Merci beaucoup.

Représentante de la Bulgarie - Nataliya Efremova

Depuis quatre ou cinq ans, nous avons créé certains centres régionaux soutenant les entreprises sociales à travers tout le pays. Et c'est très important pour nous. Nous souhaitons non seulement les protéger et les rendre durables, mais le niveau suivant, comme je l'ai dit lors de mon intervention précédente, est de créer le Centre des Compétences pour l'Innovation Sociale et d'essayer de connecter les innovations sociales au réseau des entreprises sociales en Bulgarie.

Bien sûr, nous utiliserons les fonds de l'UE pour commencer, puis j'espère que ce sera durable et financé peut-être par le budget de l'État ou les budgets locaux des municipalités en Bulgarie. C'est donc un élément très important de notre agenda pour aider ces centres, qui sont vraiment créés pour soutenir les entreprises sociales, non seulement pour aider les entrepreneurs sociaux à créer de nouvelles entreprises sociales, mais aussi pour trouver différentes façons de les soutenir à travers différents projets en se connectant aux entreprises normales, qui ne font pas partie de l'économie sociale. C'est la première chose.

Et bien sûr, pour moi, le fait que la Bulgarie fasse partie de ce groupe d'amis nous apporte beaucoup d'incitations, non seulement grâce à l'échange de savoir-faire et de bonnes pratiques, mais ce groupe d'amis peut encore une fois placer les problèmes de l'économie sociale et de la solidarité à l'agenda international. C'est très important pour nous. Merci beaucoup. Merci. Deux points très concrets ici. Je voudrais ensuite donner la parole à notre représentant, Prabhu Vaidya.

Représentante du Cap-Vert - Adélisia Almeida

Merci. Le groupe d'amis est né à un moment particulièrement opportun, dans un contexte de pression sur le multilatéralisme. Je vois trois façons pour le groupe de renforcer le leadership politique et la coopération entre nos gouvernements.

La première est que le groupe puisse fonctionner comme un espace d'apprentissage entre les pays. Dans notre pays, nous sommes à une étape différente. Nous avons des pays qui ont déjà consolidé un cadre. Nous avons des pays qui commencent à travailler pour la première fois sur les premiers instruments. Le groupe peut promouvoir des échanges réguliers sur la question de la législation, des statistiques et du financement. Il peut également faciliter les missions techniques et la coopération.

La seconde est que le groupe peut fonctionner comme un moyen de coordination dans le processus du multiculturalisme. La troisième est que le groupe peut fonctionner comme un point de communication entre les régions. En Afrique, les ministres chargés de l'économie sociale et de la solidarité coordonnent, et la déclaration de Dakar est un signal clair de cet engagement. Le groupe d'amis peut relier cette dynamique régionale au niveau mondial. Il peut coordonner étroitement avec le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies et avec l'OIT afin que les décisions politiques soient traduites par un soutien technique sur le terrain. Pour cela, le groupe doit continuer et mobiliser davantage de gouvernements pour demander au groupe d'amis d'aider à résoudre le multilatéralisme qui est presque en échec à cause de ce que nous observons sur la scène mondiale, où nous voulons désormais tendre vers des relations bilatérales et transactionnelles, et nous nous éloignons du multilatéralisme, car nous ne soutiendrons pas la mise en œuvre d'une économie de solidarité sociale si nous ne nous unissons pas pour rassembler des ressources afin de soutenir des économies encore en difficulté. Mais la deuxième question est de voir quelle technologie, et c'est maintenant un engagement, comment nous pouvons tirer davantage parti de la technologie pour construire un partenariat solide qui peut nous aider à travailler avec la population. Et quand vous parlez de population ici, je veux me concentrer sur la jeunesse.

Par exemple, en Afrique, nous avons déjà une stratégie sur l'économie sociale solidaire entrée en vigueur il y a quelques années, mais la mise en œuvre est difficile car qui met en œuvre les jeunes ? Se sentent-ils dans cette stratégie ? Ressentent-ils cette économie ? Alors, comment attirer les jeunes ? Cela signifie que nous devons davantage tirer parti de la technologie car c'est le domaine qu'ils comprennent mieux. Au Kenya, nous avons maintenant des cercles numériques, vous savez, vous pouvez passer par la technologie mobile pour créer un groupe, vous savez, collaborer avec quelqu'un qui est même hors du Kenya. Nous voulons encourager davantage ces plateformes numériques et un partenariat pour nous aider à consolider cet agenda. Enfin, je veux dire que nous devons structurer nos marchés pour qu'ils puissent travailler pour les groupes marginalisés au Kenya, et c'est un engagement. Nous avons un traitement préférentiel pour les femmes, les personnes handicapées et les jeunes. Ainsi, 30 % de tous nos achats du budget national vont à ces jeunes, femmes et personnes en situation de handicap.

Cependant, nous devons aussi porter cela au secteur privé et nous assurer que le secteur privé fasse aussi cette disposition très ciblée afin que nous puissions ensuite étendre le marché structuré pour soutenir les groupes marginalisés. Mais même en faisant cela, un engagement supplémentaire que nous allons prendre, c'est une façon d'accéder aux opportunités d'approvisionnement, mais il y a aussi un défi de paiement rapide. Ainsi, la plupart de ces groupes, femmes, jeunes, après s'être engagés à fournir, disons, au secteur public ou même privé, peinent aussi à être rémunérés. C'est donc un domaine que nous élaborons en élaboration de politiques à traiter. Merci.

Modérateur

Sur ce, je voudrais donner la parole au Ministre de la République du Congo pour une brève réflexion sur un engagement et/ou le rôle du Groupe d'amis. Vous avez la parole. Le fait que Brazzaville accueille le prochain Forum africain en 2027 est, de plus, un engagement concret du Congrès du Congo en faveur de cette coopération Sud-Sud, cette grande réunion que, de plus, nous allons vous inviter et l'annoncer officiellement ici en vous distribuant quelques cartes d'invitation.

Et je voudrais remercier tous les intervenants. Merci d'avoir apporté des exemples et engagements très précis sur la manière dont nous allons traduire les ambitions que nous avons pour l'économie sociale et solidaire en réalité concrète. Et je pense qu'il y a aussi un message très clair qui émane de cette discussion, que l'action nationale et la coopération internationale doivent se renforcer mutuellement, et comment le Groupe d'Amis peut aussi offrir cet espace politique important aux gouvernements pour échanger des solutions pratiques et la coopération, identifier des priorités communes, coordonner et renforcer la visibilité et l'économie sociale et solidaire au sein du système multilatéral plus large. Merci encore aux pays qui ont participé à la construction de cette plateforme et à ces mécanismes importants, et tout particulièrement à tous nos intervenants. Sur ce, je pense que nous pouvons quitter le podium. Avant de passer à notre deuxième panel, nous aimerions entendre Son Excellence Enas Dahadia Attari, ministre du Travail de Palestine, qui malheureusement n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui, mais nous l'entendrons par message vidéo. Donc, je pense que nous pouvons prendre place et apprécier le message vidéo. Merci beaucoup.

Message vidéo - Son Excellence Enas Dahadia Attari, Ministre du Travail de Palestine

Vos Excellences, distingués invités, mesdames et messieurs, j'ai le privilège de me joindre à vous aujourd'hui pour discuter de l'avancement de l'économie sociale et solidaire, un secteur d'une importance vitale pour construire des sociétés plus inclusives, résilientes et durables. L'économie sociale et solidaire est particulièrement pertinente dans le contexte mondial

actuel, où nous faisons face à des inégalités croissantes, des conflits, des pressions économiques et des défis à la coopération multilatérale. Dans de telles circonstances, nous avons besoin d'approches qui placent les personnes, le travail décent et la justice sociale au cœur du développement durable. Le rapport 2026 du Secrétaire général des Nations Unies souligne les progrès significatifs dans le rapport sur la reconnaissance juridique, politique et institutionnelle de l'économie sociale et solidaire. Pourtant, il nous rappelle à juste titre que les progrès restent inégaux entre les régions et les domaines politiques. Notre priorité collective doit désormais être de traduire la reconnaissance politique en une mise en œuvre efficace et en résultats mesurables pour les travailleurs, les membres coopératifs, les communautés. À cet égard, nous mettons l'accent sur trois domaines prioritaires clés.

Premièrement, nous avons besoin de cadres juridiques, de travail et de politiques cohérents qui créent un environnement favorable aux entités de l'économie sociale et solidaire. La législation nationale, y compris les lois du travail et coopératives, doit reconnaître explicitement l'identité unique des entités de l'économie sociale et solidaire, protéger la gouvernance démocratique, protéger les droits des travailleurs et garantir un accès égal à la protection sociale et au travail décent.

Deuxièmement, l'accès à des mécanismes financiers et non financiers appropriés est essentiel, en particulier pour les organisations qui créent un emploi décent, renforcent les communautés locales et promeuvent l'inclusion.

Troisièmement, nous avons besoin de systèmes de données et de statistiques renforcés. De meilleures preuves aideront les gouvernements à comprendre la véritable contribution de l'économie sociale et solidaire et à concevoir des politiques basées sur des résultats concrets. En tant que ministère du Travail, nous travaillons continuellement à mobiliser à la fois les ressources nationales et les partenariats internationaux avec des donateurs afin de soutenir les coopératives dans divers domaines qui ont déjà intégré la collecte de données sur l'économie sociale et solidaire dans la base de données du ministère.

Cependant, pour étendre ces efforts, nous appelons les institutions financières internationales, les partenaires au développement et les entités de l'ONU, en particulier l'OIT, à établir des instruments de financement dédiés, une assistance technique et des initiatives de renforcement des capacités. De plus, la coopération internationale est plus cruciale que jamais. Le Groupe d'Amis sur l'économie sociale et solidaire offre une plateforme précieuse pour l'échange d'expériences, le renforcement du dialogue politique et le soutien à la coopération entre les États membres.

En regardant vers l'avenir, nous devons nous concentrer non seulement sur l'augmentation de la reconnaissance politique, mais aussi sur la transformation de cette reconnaissance en actions concrètes. Cela signifie partager des expériences réussies, renforcer la coopération avec les Nations Unies et l'OIT, veiller à ce que l'économie sociale et solidaire soit correctement reflétée dans les actions multilatérales pertinentes et mobiliser l'élan politique en vue de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2027. L'économie sociale et solidaire peut apporter une contribution importante à la justice sociale, au travail décent, au développement inclusif et durable, à la participation démocratique et à des économies résilientes. Continuons à travailler ensemble pour que cette reconnaissance croissante conduise à des résultats concrets et transformateurs pour notre peuple, nos travailleurs et nos communautés. Merci de m'avoir écouté.

Modérateur : Formidable. Je tiens donc à remercier la ministre Attari, bien qu'elle n'ait pas pu être avec nous aujourd'hui, qui a partagé un rappel fort de l'importance de garantir que l'économie sociale et solidaire reste partie intégrante de nos efforts collectifs pour faire

avancer la justice sociale, le travail décent, l'inclusion et la résilience, y compris dans les contextes les plus difficiles. Sur ce, j'aimerais inviter nos intervenants du deuxième panel à me rejoindre ici sur le podium.

PANEL Deux : Le thème est la construction de la justice sociale à travers le SSE et le coopératisme dans un monde fragmenté et nous aurons les participants suivants.

- Sergio Danese, ambassadeur et responsable des relations publiques auprès de l'ONU depuis le Brésil.
- Yun Ho-Jung, le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la République de Corée.
- Jérôme Bonafo, ambassadeur et représentant permanent auprès de l'ONU de la France.
- Agnieszka Dziemanowicz-Bak, ministre de la Famille, du Travail et de la Politique sociale de la Pologne.
- M. Alioune Dione, ministre de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire du Sénégal.
- et Yolanda Diaz, deuxième vice-présidente et ministre du Travail et de l'Économie sociale Yolanda d'Espagne.

Bienvenue donc dans ce panel fantastique. Maintenant, lors de cette table ronde, nous aimerions adopter une perspective un peu plus large. Nous nous réunissons à une époque de défis mondiaux profonds, d'inégalités croissantes, de conflits, d'incertitudes économiques, de pressions démocratiques et de difficultés croissantes dans la coopération internationale. Dans ce contexte, il vaut donc la peine de se demander non seulement comment nous mettons en œuvre l'économie sociale et solidaire, mais aussi pourquoi elle est stratégiquement importante aujourd'hui et quel rôle elle devrait jouer dans le système international que nous façonnons. J'ai quelques questions.

J'aimerais à nouveau inviter tous les intervenants à entendre vos points de vue, mais je voudrais vous inviter à être bref afin que nous ayons le temps d'entendre tout le monde et de vous répondre également, car nous aimerions entendre vos réflexions. Ma première question, qui s'adresse à certains d'entre vous, est : dans le contexte actuel des inégalités, des conflits et des pressions croissantes sur la coopération multilatérale, pourquoi l'économie sociale et solidaire est-elle stratégiquement importante aujourd'hui ? Et j'aimerais commencer par inviter notre pays hôte, l'Espagne.

Représentant du Brésil - Sergio Danese

Muchas gracias. Le Brésil est heureux de participer à cet événement sur un sujet aussi important pour nous aider à regarder l'Asie. L'économie sociale et solidaire revêt une pertinence particulière dans le contexte international actuel, car elle offre des instruments concrets pour lutter contre les inégalités, promouvoir un travail décent et renforcer la question sociale tout en contribuant à un développement économique durable et inclusif. Je pense qu'il est également important de se rappeler la relation directe que l'économie sociale et solidaire entretient avec la plupart des ODD, et ce qui est très évident, n'est-ce pas ? C'est donc un instrument pour la réalisation de ces ODD. Il y a moins de cinq ans, à partir de 2030, nous étions à l'agenda 2030. Dans un scénario marqué par de multiples crises et de profondes transformations économiques, technologiques et environnementales, cela démontre qu'il est possible de combiner activité économique, création d'entreprises et emploi avec inclusion sociale, participation démocratique et développement durable. Pour le

Brésil, l'ESS contribue également à renforcer la résilience des économies et des communautés. Les coopératives, associations et autres entités SSE peuvent élargir l'accès aux opportunités économiques, aux services et aux mécanismes de protection, même dans des contextes où les mécanismes de marché traditionnels ou la fourniture publique rencontrent des limitations plus grandes. Surtout dans le contexte de grandes difficultés fiscales auxquelles de nombreux pays sont confrontés. Pour le Brésil, l'ISS est directement liée à la promotion de la justice sociale et du travail décent. Son importance stratégique réside donc non seulement dans son potentiel économique, mais aussi dans sa capacité à placer les personnes, le travail et un développement inclusif au cœur des politiques publiques. En ce sens, la reconnaissance croissante de l'ESS dans le système multilatéral, notamment par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'OIT, représente une opportunité de transformer cette reconnaissance politique en politiques publiques et en résultats concrets dans les pays et, comme elle le dit, de manière définitive, dans la mise en œuvre des ODD. Un grand merci.

Représentante d'Espagne - Yolanda Diaz

Je fais cette déclaration simple ; je l'ai déjà partagée avec le ministre du Sénégal et avec l'expérience de l'Afrique. Je pense que nous pouvons aussi beaucoup apprendre de l'expérience de ce continent. Je pense qu'aujourd'hui, s'il y a quelque chose que nous ne pouvons pas écourter, c'est précisément l'économie sociale. Je le dis honnêtement et je fais une première déclaration. Les panélistes précédents en ont tous parlé. Nous devons réduire l'informalité, nous devons démocratiser l'économie et distribuer la richesse, nous avons besoin de l'intégration des femmes dans des conditions égales, et tout cela, avec les jeunes, porte le nom d'économie sociale. Je fais une première déclaration.

Nous ne partageons pas, du côté du gouvernement espagnol, les coupes qui sont effectuées dans l'Organisation internationale du travail en matière de coopération internationale. Comme vous le savez, 50 % de ces coupes ont été réduites, et encore moins la pratique de la disparition du Département de l'économie sociale. Je dis cela avec une franchise absolue, car s'il y a quelque chose que nous ne pouvons pas écourter, c'est précisément dans cette affaire.

Pourquoi l'économie sociale est-elle si importante ? Premièrement, parce que c'est une économie qui démocratise les ressources. Deuxièmement, elle sert à réduire les inégalités dans nos communautés. Troisièmement, elle est particulièrement chère et proche des femmes, très importante.

Quatrièmement, parce que dans les secteurs productifs, je pense qu'ils sont très importants, bien sûr, le logement, l'agriculture, la pêche, la culture, de nombreux éléments sont clés. Donc, et je termine ici, notre expérience en Espagne est très importante. Pour la première fois en démocratie, nous avons donné 2,8 milliards d'euros à l'économie sociale.

Nous avons créé un pôle d'avant-garde, mentionné à Saint-Sébastien, pour étudier et apprendre de l'économie sociale. Et maintenant, le ministre de Bulgarie parlait des entreprises sociales. Nous allons franchir une nouvelle étape pour bien définir ce que sont les entreprises sociales.

Et permettez-moi, je tiens à féliciter le ministre sud-coréen, car ils ont maintenant approuvé leur loi sur l'économie sociale. Et je pense que nous avons la mission de travailler ensemble pour approuver la troisième résolution des Nations Unies. Je crois que les pays présents travaillent de manière soutenue pour que cette troisième résolution soit approuvée par les Nations Unies.

Modérateur : Merci. Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président. Et merci également pour le plaidoyer, le soutien et le leadership continus et constants de l'Espagne dans l'intégration de l'économie sociale et solidaire de manière vraiment solide à l'agenda multilatéral et à l'agenda international. Je voudrais donc donner la parole au Brésil pour la prochaine fois.

Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur. Et merci également au Brésil pour le rôle important que vous avez également joué dans la place de l'économie sociale et solidaire au premier plan de l'agenda international. Je souhaite maintenant donner la parole à la République de Corée pour vos interventions. Merci. Je voudrais donner la parole à la République de Corée pour vos avis.

Représentant de la République de Corée - Yun Ho-Jung

Le 15 septembre, nous avons adopté la Loi fondamentale sur l'économie sociale et solidaire. Je travaille en tant que membre de l'Assemblée nationale depuis 12 ans pour établir cette loi. Et c'est une loi très spéciale qui a été adoptée. Dans la résolution n° 213 de l'ONU de la 79e session des Nations Unies, il a été recommandé que les États membres aient légalement et systématiquement droit à l'économie sociale et solidaire. Cette loi régule la définition et la portée de l'économie sociale et solidaire, et par l'intermédiaire du comité du Président, elle contient le cadre institutionnel et le soutien à la planification fondamentale, à l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux marchés publics.

À partir du projet de loi, la République de Corée promeut activement l'économie sociale et solidaire. Je tiens à souligner que l'économie sociale et solidaire est la solution au déclin démographique, à la perte des zones rurales et à la crise climatique de la transition énergétique, ainsi qu'aux problèmes intérieurs des jeunes. L'économie sociale et solidaire fournit des services et des emplois basés sur la participation et la coopération du peuple, et elle résout des problèmes difficiles à résoudre uniquement par le marché et le gouvernement.

En particulier, le gouvernement coréen a annoncé un plan global pour l'économie sociale et solidaire en rejoignant les 20 ministères en juin. Cette information a été incluse dans le rapport du Secrétaire général. La politique qui était répartie dans les quatre domaines, tels que les soins, le logement, l'énergie, les zones rurales, etc., est désormais mise en œuvre. Elle est liée à l'économie sociale et solidaire, et constitue une réponse à la cohérence de la politique et à la *vulgarisation. Pour vous donner* une brève explication, dans le domaine des soins, l'économie sociale et solidaire est un partenaire clé des soins intégrés. L'économie sociale et solidaire est un partenaire clé des soins intégrés. Dans le domaine résidentiel, l'économie sociale et solidaire fournit le logement social grâce à la coopération entre l'économie sociale et solidaire. Dans les zones rurales, la spécialisation des zones rurales, l'économie sociale et solidaire est en cours de développement. Dans le secteur de l'énergie, nous prévoyons de construire plus de 3 000 villages alimentés par l'énergie solaire d'ici 2030. Nous prévoyons de construire plus de 3 000 villages solaires d'ici 2030. Un village solaire est un modèle où les habitants combinent une coopération de solaire et de production solaire et l'installent à l'avenir. Les bénéfices seront utilisés pour fournir des repas et des services de transport public au village. Un village solaire aidera non seulement à la conversion énergétique, mais sera aussi une alternative sociale et économique pour surmonter la catastrophe régionale en augmentant les revenus et en revitalisant la région. Nous travaillons dur. Nous irons de l'avant et nous vous recontacterons.

Modérateur : Merci beaucoup pour cette contribution. Et surtout, félicitations pour l'approbation récente de la Loi nationale sur l'économie sociale et solidaire, que vous nous avez décrite. Je voudrais maintenant donner la parole à la France.

Représentant de France - Jérôme Bonafo

Nous devons partager les micros en solidarité. Merci beaucoup. Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente, d'avoir organisé cette réunion. Mon espagnol est mauvais. Je vais parler en français. Merci beaucoup de nous avoir reçus à l'Institut Cervantes. Quelques remarques brèves. La France soutient la résolution car le secteur de l'économie sociale et solidaire représente 10 % de notre PIB et de l'emploi en France. Avec des fondations, associations, coopératives et fonds communs de placement, notamment dans les secteurs de la santé, des retraites et de la banque. C'est donc un secteur qui représente une bonne partie du pays. Il repose sur une loi de 2014 et une nouvelle stratégie nationale que nous avons adoptée en 2026. Vous avez posé la question du multilatéralisme.

Quel est cet intérêt ? Pour moi, l'intérêt est d'avancer vers des objectifs de développement durable. Nous devons voir comment l'économie sociale et solidaire nous permet d'avancer plus rapidement vers ces objectifs. Pourquoi ? Il y a le marché. Le marché est formidable. Il crée une richesse fantastique. Mais cela intéresse peu la répartition de la richesse car c'est la loi de l'offre et de la demande qui traite de la distribution. Il y a l'État, le pouvoir public, les autorités territoriales. C'est très bien, mais c'est une administration. Et donc, c'est quelque chose qui repose sur des procédures juridiques, etc.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire est une sorte d'intermédiaire par laquelle, de manière assez démocratique, la population participe elle-même à la création et à la distribution de la richesse pour le développement économique et social, pour la réalisation de ces objectifs, tels que la répartition équitable de l'eau potable, l'accès des femmes à la santé reproductive, etc. Je ne les nommerai pas tous. Ainsi, il est intéressant dans une économie d'avoir cette variété, ces pôles différents. Et avoir cette force dans un pays lui donne une voie politique distincte par laquelle il va davantage vers le multilatéralisme et moins vers la confrontation. Pourquoi ? Tout simplement parce que ce secteur repose sur la coopération. Il repose sur le dialogue et la démocratie. Et donc, il porte beaucoup de choses.

Représentant du Sénégal - Alioune Dione

Merci. Je vais peut-être m'éloigner un peu du sujet, mais j'aimerais présenter un argument concret. Lors de cette assemblée générale, presque tous les dirigeants du Sud ont parlé de la fracture numérique et exprimé leur inquiétude quant à la capacité de milliards de personnes dans le Sud à avoir accès aux réseaux sociaux, à Internet, à l'intelligence artificielle, que ce soit par l'équipement, par le transfert de technologies ou le transfert de savoir-faire. Et ici, il me semble que le sujet que la communauté de ceux qui croient en cela doit aborder est la manière dont nous mettons l'économie sociale et solidaire, ces structures, ces financements et ces ressources humaines au service de la généralisation de l'utilisation de ces technologies et méthodes, afin de démontrer la pertinence de l'économie sociale et solidaire sur l'une des grandes questions qui façonnent l'humanité aujourd'hui, à savoir l'accès à ces nouveaux modes de comportement humain. Et je m'arrêterai là. Merci.

Représentante de la Pologne - Agnieszka Dziemanowicz-Bak

Merci. Je serai bref, car je pense que la prochaine étape devrait être — ce dont vous parlez déjà. Il faut traduire la reconnaissance politique croissante. de l'économie sociale et solidaire en politiques, institutions et résultats mesurables concrets. Donc, la mise en œuvre, mais aussi l'évaluation de cet effet. Les Nations Unies et l'OIT peuvent jouer un rôle important pour aider les pays à créer les conditions que l'économie sociale et solidaire peut développer. Cela signifie soutenir des cadres juridiques et des politiques publiques appropriés, renforcer la capacité institutionnelle, et surtout, en termes d'évaluation, construire une base de preuves plus solide grâce à des statistiques et des données fiables. Ce dont nous avons aussi besoin, et vous en discuterez également, c'est de davantage de

coopération internationale et d'échange d'expériences. Dans ce contexte, je félicite l'initiative de créer un groupe d'amis, car les pays et les régions développent des solutions différentes, et l'un des avantages de la coopération multilatérale est que les approches réussies peuvent être partagées, adaptées et, dans différents contextes, puis réinventées à partir de zéro. Le point important est donc, pour revenir au titre du panel précédent, de passer de la reconnaissance à la mise en œuvre, de la reconnaissance de l'importance de l'économie sociale et solidaire à la création des conditions juridiques, institutionnelles et financières qui lui permettent d'obtenir des résultats sur le terrain. Merci.

Représentante d'Espagne – Yolanda Diaz

Oui, parce que c'est très rapide, ce que l'OIT ne fait pas, c'est parfait. Bien, l'OIT ne pouvait bien sûr pas continuer dans la ligne des coupes dans l'économie sociale. L'OIT a cent ans dans le système multilatéral, et, comme nous l'avons dit lors du débat précédent, devant la Société des Nations, mais l'économie sociale fait aussi partie de l'histoire de l'OIT. Donc, la première chose, il n'était pas possible de réduire l'économie sociale. 2, nous ne pouvons pas progresser sur la réduction de 50 %. En coopération internationale, à l'OIT, je veux être clair : les intervenants précédents et les personnes présentes ici disent que nous avons encore besoin de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. La France et l'Espagne sont présidées, maintenant nous co-présidents. Le Comité du Luxembourg, nous avons eu d'énormes défis *** au club, de *** lui, des amis de l'économie sociale, mais nous avons besoin de plus d'économie sociale, et pas exactement ni moins. Et pourquoi ? Je pense que la clé, je le répète, les 4000 millions de personnes que nous avons dans le monde sans protection sociale. Et s'il y a quelque chose qui est clé. Pour améliorer la protection sociale dans le monde, c'est précisément l'économie sociale. Je le répète, nous avions un engagement de la Conférence de Séville à mettre en œuvre la protection sociale. Nous nous éloignons, comme le dit l'ambassadeur brésilien, des objectifs de développement durable. Nous ne faisons pas de compliments ; nous ne nous en approchons pas. Au XXIe siècle, les objectifs que nous nous étions fixés, et c'est clé, mais ce que dit l'ambassadeur français maintenant, qui semble n'avoir rien à voir, mais cela a à voir, c'est que j'ai persécuté la technologie et l'intelligence artificielle doivent aussi être mises au service de l'économie sociale, de la démocratie économique et, par conséquent, de la réduction et des inégalités sociales. Et je termine *** un. Un sujet qui a également été évoqué par les panélistes précédents et je pense que les intervenants actuels, le président brésilien, est que nous avons besoin de données issues de l'économie sociale pour corriger et mettre en œuvre les politiques publiques. Dans notre pays, pour la première fois, nous avons des comptes satellites dans le Budget général de l'État qui intègrent l'économie sociale, mais c'est essentiel pour que nous puissions aussi mesurer l'économie sociale dans notre pays. Et je conclus. Je pense qu'il y a un risque dans ces moments historiques de faire des erreurs, d'erreurs, et il y a des éléments centraux à ceux qui ne pourraient pas être coupés. J'insiste, dans la coopération, dans l'économie sociale, car en bref, es parlare di uguale. Et je vais terminer. Dans mon pays, récemment, nous avons inauguré l'initiative Femmes pour l'économie sociale. Je pense qu'il est très important, et quelque chose que nous apportons aux amis de l'économie sociale, que nous ayons pu lancer dans le monde une initiative de ces caractéristiques.

Présentateur 4

Merveilleux. Merci beaucoup à l'Espagne pour cette intervention, pour nous avoir accueillis aujourd'hui et aussi pour votre leadership sur cette question. Nous sommes à l'heure. Je ne vais donc pas essayer de résumer ce que nous avons entendu aujourd'hui. La discussion a été très riche. Mais je voudrais remercier à nouveau tous les panélistes, et je m'excuse

d'avoir été un peu dur avec vous, pour que nous entendions vous tous. C'est un défi quand nous avons une telle richesse, ou des panélistes avec une telle expérience et des perspectives importantes à intégrer dans cette discussion. La bonne nouvelle, c'est que, bien sûr, ce n'est pas la fin. Nous continuerons la collaboration sous différents formats. Nous poursuivrons la discussion. En tant que vous et ESSA, nous restons engagés à soutenir ce travail, ce travail très important dans la situation mondiale difficile dans laquelle nous sommes. Je voudrais, je m'arrêterai là, mais j'invite tous les panélistes à venir prendre une photo de famille.